

**LOUBYA AU TEMPS  
DU CORONA**

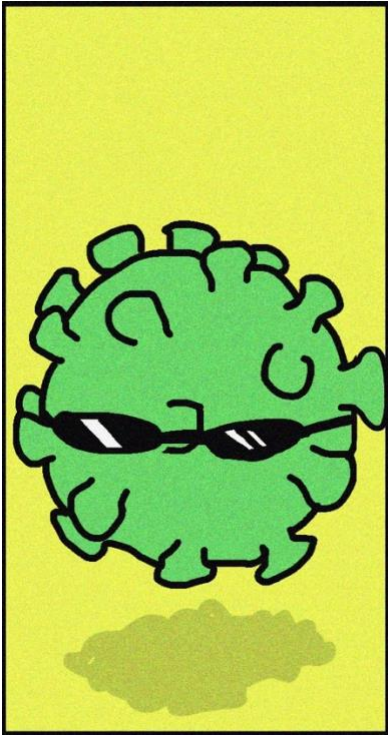


# Un rapport sur la situation de la communauté LGBTQI+ au Maroc en 2020



**Nassawiyat - 2020**

*Art & Design par Fagouta*



*Art & Design par Fagouta*

## **Remerciements**

Nous tenons à exprimer notre gratitude à tous les groupes et organisations LGBTQI+ ainsi qu'aux personnes qui ont pris le temps de participer à la création de ce rapport et à l'enrichissement de son contenu. Nous souhaitons également l'adresser à toute la communauté marocaine LGBTQI+ pour sa résilience au quotidien et sa visibilité dans une société où son existence est illégale. Notre sommes reconnaissant.es pour tous les efforts fournis qui continuent à faire avancer les droits des personnes LGBTQI+ marocain.es et à faire en sorte que ces droits soient reconnus, respectés et promus.

# Table des matières

<b>1. Terminologie</b>	<b>5</b>
<b>2. Résumé</b>	<b>6</b>
<b>3. Contexte Général</b>	<b>8</b>
3.1 Contexte juridique .....	9
3.2 Contexte social .....	10
3.3 Absence de protection de l'état .....	12
<b>4. Covid19 au Le Maroc</b>	<b>13</b>
4.1 Être queer dans la pandémie de Covid19 .....	14
4.2 Cyberviolence .....	17
4.3 Violence institutionnelle de la part des autorités .....	18
4.4 Violence sociale de la part des familles .....	20
4.5 Violence sociale des médias .....	21
<b>5. Les efforts de la société civile</b>	<b>23</b>
5.1 La défense des intérêts par des réponses collectives .....	24
5.2 Services directs .....	26
5.3 Campagnes et plaidoyers dans les medias .....	28
<b>6. Conclusions et recommandations</b>	<b>31</b>
<b>7. Œuvres citées</b>	<b>32</b>

# 1. Terminologie

**Cis-het:** Cisgenre hétérosexuel.

**Cisgenre ou Cis:** est un terme qui désigne les personnes dont l'identité de genre est la même que le genre qui leur a été attribué à la naissance / attribué par la société (homme ou femme).

**Transgenre:** est un terme désignant les personnes dont l'identité de genre n'est pas la même que le genre qui leur a été attribué à la naissance / attribué par la société (homme ou femme).

**Lesbienne:** est un terme utilisé pour désigner les femmes qui sont sexuellement, émotionnellement et spirituellement attirées par les femmes.

**Homosexuel:** est un terme utilisé pour désigner les hommes qui sont sexuellement, émotionnellement et spirituellement attirés par les hommes.

**Bisexuel.les:** est un terme utilisé pour désigner les personnes qui sont attirées sexuellement, émotionnellement et spirituellement par plus d'un sexe.

**Queer:** est un terme général utilisé pour désigner la communauté LGBTQI+. Il était initialement utilisé comme une insulte mais a été réapproprié par la communauté.

**Intersexué:** terme utilisé pour désigner les personnes qui sont biologiquement en dehors du binaire homme/femme.

**LGBTQI+:** Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, queer, intersexuel et plus.

**Grindr, PlanetRomeo et Hornet:** applications de rencontres queer, principalement pour les hommes gays.

**Loubya:** une insulte réappropriée par certains individus queer au Maroc. Ce mot signifie "haricots" en darija marocaine, mais il est également utilisé pour désigner une personne queer.

**SOGIESC:** Orientation sexuelle, identité et expression de genre, et caractéristiques sexuelles.

## 2. Résumé

*Nassawiyat* (féministes en arabe) est un collectif d'activistes femmes queers et trans au Maroc, qui a été créé pour combattre pacifiquement toutes les formes de violence et de discrimination basées sur l'orientation sexuelle et l'identité/expression de genre contre les communautés marginalisées telles que les travailleurs.sex du sexe, les personnes intesexes, les femmes pauvres et la communauté queer/trans+ au Maroc. *Nassawiyat* a été créé en réponse au manque d'espaces féministes intersectionnels pour les femmes queers et les communautés trans au Maroc, et de la nécessité de créer de tels espaces. *Nassawiyat* reconnaît que la communauté LGBTQ a des besoins spécifiques et vise à se concentrer sur cette communauté qui est marginalisée.

Cette année, *Nassawiyat* a travaillé sur de multiples campagnes et projets éducatifs qui apportent soutien et soulagement à la communauté queer. Une ligne de service de soutien en santé mentale a été mise en place par *Nassawiyat* pour la communauté queer marocaine. *Nassawiyat* a également apporté une aide financière aux personnes queers et trans qui ont été touchées par la crise du Covid-19 et a lancé une campagne éducative sur le genre, la sexualité et la communauté LGBTQI+ ("*Wach3rafti*"), une campagne d'artivisme ("*NassawiyArt*") dans laquelle nous avons mis en avant des artistes marocain.es qui utilisent l'art comme outil de changement social pour faire avancer les droits humains pour la communauté queer/trans+, et nous avons partagé des informations sur la façon dont les marocain.es non Noir.es peuvent s'opposer au racisme anti-Noir et soutenir les communautés Noires au Maroc.

2020 a été une année particulièrement difficile pour la communauté queer marocaine, car la communauté LGBTQI+ a souffert de la violence déclenchée par les discours de haine et les campagnes d'outings qui ont été renforcées par la crise Covid-19. Ce rapport a été rédigé pour documenter ce que cette année a apporté à la communauté queer au Maroc afin d'y réfléchir à l'avenir et d'aller de l'avant. Enfin, ce rapport a été rédigé pour communiquer et sensibiliser un public plus large à la situation de la communauté LGBTQ+. Enfin, ce rapport est un moyen de fournir des recommandations à la société marocaine, au gouvernement et aux médias sur la façon d'interagir avec notre communauté et de la respecter.

## 2. Résumé

Ce rapport est le fruit d'une collaboration participative entre *Nassawiyat* et d'autres collectifs et organisations LGBTQI+ marocaines, dont Atyaf, Akaliyat, Fek Tayri, SAQFE, Groupe d'Action Féministe, Kasbah Tal'fin, Liqaat et Tanit. Il vise à mettre en lumière les efforts des organisations de la société civile LGBTQI+ qui ont été en première ligne pour soutenir à la fois les personnes touchées par la pandémie de Covid-19 et les personnes homosexuelles qui ont été affectées par les discours de haine et les campagnes de outings. Ce rapport couvre le contexte général dans lequel se trouve la communauté queer marocaine, sa situation pendant la crise du Covid-19, les efforts déployés par la société civile pour la soutenir pendant la crise, et des recommandations aux médias, au gouvernement et au grand public. Ce rapport s'inspire de plusieurs types de sources : il s'appuie sur des entretiens avec des individus et des militant.es queers qui ont été touché.es par les outings de 2020 et les campagnes de discours de haine qui ont été rassemblés par les membres de *Nassawiyat*. Il s'appuie également sur des données précédemment recueillies par d'autres organisations queers marocaines telles qu'Akaliyat, ainsi que sur notre analyse, nos expériences et notre connaissance de la situation en tant que groupe. Ce rapport est disponible dans les langues suivantes : anglais, français, arabe et amazigh.

Le titre de ce rapport est *Loubya au temps de Corona*. Le terme "*loubya*" comme défini précédemment fait référence à un membre de la communauté queer. Avant les campagnes de outings de 2020, ce terme était surtout utilisé au sein de la communauté queer marocaine et était étranger au contexte social. Cependant, avec la montée des actes et discours haineux visant la communauté queer marocaine en 2020, la société marocaine a commencé à utiliser le terme "*loubya*" comme une insulte. Certains membres de la communauté queer marocaine ont décidé de se réapproprier ce terme et ont commencé à l'utiliser comme un moyen de se référer à leur identité avec fierté, à l'instar de la trajectoire du mot "queer" aux États-Unis.

### **3. Contexte Général**

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle nord-africaine et un pays musulman avec des lois et des normes sociales qui suivent une tendance islamique. Le contexte des droits humains au Maroc est similaire à celui des pays voisins d'Afrique du Nord, mais le Maroc présente également ses propres différences et défis. Cette partie cherche à définir le contexte général en considérant les lois et normes sociales ainsi que la position de l'État marocain concernant les violences auxquelles sont confrontées les communautés marginalisées, et plus particulièrement la communauté LGBTQI+ marocaine.



**“Un jour, j'aimerais bien promener mon chien, entièrement maquillé.e, sans avoir à changer mon expression sexuelle ou mes manières et rentrer tranquillement à la maison.”**

*- Adam Muhammed*

### **3.1 Contexte Juridique**

Les relations homosexuelles sont criminalisées dans la Constitution marocaine, depuis la période coloniale. Cela a été officialisé en 1962, lorsque le code pénal marocain a criminalisé les relations consensuelles entre personnes du même sexe en vertu de l'article 489. Cet article stipule ce qui suit:

**“ Toute personne qui commet des actes obscènes ou contre nature avec un individu du même sexe est passible d'une peine d'emprisonnement allant de six mois à trois ans et d'une amende allant de 200 à 1.000 dirhams marocains, sauf si les circonstances de l'infraction ne constituent pas une circonstance aggravante.<sup>1</sup> ”**

En plus de l'article 489 qui criminalise spécifiquement l'homosexualité, d'autres articles du code pénal marocain utilisent un langage vague et peu clair qui permet l'arrestation de nombreuses personnes LGBTQI+. Plus précisément, l'article 490 condamne les comportements sexuels entre deux personnes hétérosexuelles non mariées à une peine de prison allant d'un mois à un an. En outre, l'article 491 punit l'adultère d'un à deux ans de prison. Toutes ces lois sont utilisées par les autorités marocaines pour criminaliser les personnes homosexuelles.

Bien que l'identité trans ne soit pas mentionnée dans la loi marocaine, les communautés trans+ au Maroc sont également arrêtées et voient leurs droits violés en vertu des articles 489, 490 et 491 du code pénal.

---

<sup>1</sup> Maroc, Direction de Législation. CODE PENAL Version Consolidée En Date Du 15 Septembre 2011, 2011. [www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/69975/69182/F1186528577/MAR-69975.pdf](http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/69975/69182/F1186528577/MAR-69975.pdf), 180.

## 3.2 Contexte social

La société marocaine est très conservatrice, en particulier en ce qui concerne les questions liées aux libertés individuelles et aux libertés au sein de la société. Outre la violence institutionnelle et juridique à laquelle la communauté LGBTQI+ est confrontée en raison des lois en vigueur, la communauté est également confrontée à d'autres formes de violence provenant de la société et des familles, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée. Cette violence prend de nombreuses formes, notamment psychologiques, physiques et sociétales. Les personnes qui subissent différentes formes d'oppression basée sur les classes sociales, l'ethnicité, la race, la religion, le sexe, la nationalité, les capacités, etc, impactent et amplifient les différents types de violences auxquelles elles peuvent être confrontées.

Les violences, qu'elles soient psychologiques ou physiques, existent dans de nombreuses sphères et sont perpétrées par une multitude d'acteurs. Cela inclut la violence sociétale dans les rues, la violence familiale dans les espaces privés et la violence institutionnelle lorsque des personnes LGBTQI+ sont détenues ou arrêtées par les autorités. Cette violence peut prendre la forme d'insultes, de chantage affectif, d'agressions verbales, de menaces, d'intimidation, de contrôle, de harcèlement, de stalking, d'humiliation et de diffamation.

En ce qui concerne la violence sociétale, la communauté LGBTQI+ est la plupart du temps soumise à de la violence dans les espaces publics, en particulier les personnes transgenres et les personnes dont l'expression de genre ne correspond pas aux normes sociétales. De nombreux membres de la communauté LGBTQI+ sont harcelés, intimidés, maltraités et même renvoyés de leur travail lorsque leur supérieur doute ou découvre leur orientation et/ou leur identité de genre, et ont des difficultés à trouver un emploi par la suite.<sup>2</sup>

De plus, les personnes LGBTQI+ dont l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre ont été dénoncées, en particulier les femmes lesbiennes, sont susceptibles d'être mariées de force ou abandonnées par leur famille. Cela conduit de nombreux queers marocain.es à se retrouver sans abri. Ici, la classe sociale et la situation financière sont des facteurs cruciaux, car les marocain.es queers riches ou financièrement indépendant.es ne sont pas confronté.es aux mêmes violences lorsqu'ils/elles sont démasqué.e.s.

---

<sup>2</sup> Younes, Rasha. "Where Is the Justice' for Moroccan Transgender Women?" Human Rights Watch, 28 Oct. 2020, [www.hrw.org/news/2020/07/22/where-justice-moroccan-transgender-women](http://www.hrw.org/news/2020/07/22/where-justice-moroccan-transgender-women)

## 3.2 Contexte social

La violence institutionnelle contre la communauté queer est encouragée par le Code pénal marocain, en particulier l'article 489, et par l'absence de protection de l'État. Cette violence institutionnelle peut devenir physique et psychologique lorsque les autorités traitent des cas de personnes détenues ou arrêtées en raison de leur identité/expression de genre et/ou de leur orientation sexuelle. Selon une étude réalisée par l'organisation Akaliyat en 2019/2020 pour évaluer les besoins de la communauté LGBTQI+ au Maroc:

**Plus de 63% des participant.es à l'enquête qui ont été arrêté.es ou détenus affirment avoir été maltraité.es par les autorités locales. Les lesbiennes cissexuelles et les femmes transgenres sont les plus exposées au risque de mauvais traitements, avec des taux respectifs de 75 % et 77,5 %. La moitié des personnes maltraitées font état de violences psychologiques et morales.<sup>3</sup>**

Les organisations LGBTQI+ sont également confrontées à de la violence et discrimination de la part de l'État et de la société car elles sont accusées de "promouvoir des valeurs qui vont à l'encontre de la vision de l'État et des traditions marocaines". Les groupes LGBTQI+ marocains ne peuvent pas être officiellement enregistrés en tant qu'organisations LGBTQI+, et plusieurs d'entre elles ont été confrontées à de nombreuses formes de violence lorsqu'elles tentent de répertorier officiellement leur organisation.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> Association Akaliyat. *Study of the Needs of Sexual and Gender Diversity Population in Morocco, 2019/2020*, [drive.google.com/file/d/1zX90zsG9trDCNmuJ3PKtd84XocKsiJeP/view?fbclid=IwAR1RTIUw8tYJk2jhwzve76k93aHWXXIZ7FXFx0FZJLiEtos7X6QRQ2K2To4](https://drive.google.com/file/d/1zX90zsG9trDCNmuJ3PKtd84XocKsiJeP/view?fbclid=IwAR1RTIUw8tYJk2jhwzve76k93aHWXXIZ7FXFx0FZJLiEtos7X6QRQ2K2To4)

<sup>4</sup> The Danish Immigration Service. Ministry of Immigration and Integration, 2019, Morocco Situation of LGBT Persons Version 2.0, 5.

### 3.3 Absence de protection de l'État

Selon on les articles 20 et 21 de la Constitution marocaine réformée en 2011, toute personne a droit à la vie, à la sûreté et à la sécurité.<sup>5</sup> Cependant, le gouvernement ne parvient toujours pas à garantir la sécurité de tous ses citoyens contre la violence, quelle que soit leur identité/expression de genre et/ou leur sexualité, en particulier en ce qui concerne la communauté LGBTQI+, malgré les conventions internationales qui ont été signées et ratifiées par le Maroc.

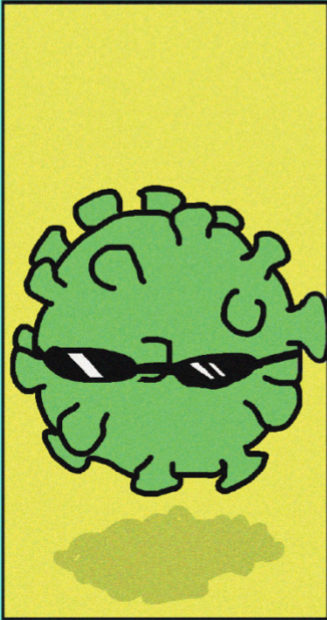
En ce qui concerne la protection juridique de l'État marocain contre la violence fondée sur le SOGIESC, il n'existe aucune loi concrète qui garantisse la protection des communautés LGBTQI+ contre les différents types de violence. Lorsque les personnes LGBTQI+ survivantes de la violence signalent des agressions à la police, elles se trouvent obligées de cacher leur identité de genre et/ou orientation sexuelle. La plupart du temps, ces personnes sont victimes de violences de la part des autorités lorsqu'elles révèlent leur identité à la police ou lorsqu'elles ont une expression ou une apparence sexuelle non-normative. Selon le même rapport d'évaluation des besoins d'Akaliyat :

**“ Une étude a montré que seulement 14% des individus ayant été victimes de violence et de préjudices déclarent avoir déposé une plainte. La peur des représailles, d'être détenu.e au moment du dépôt de la plainte, la conscience des inégalités systémiques, la crainte d'une violation de la confidentialité, la méfiance envers les autorités locales, mais aussi, le lien avec l'agresseur (peur de la vengeance, du scandale, ou de l'impact sur la réputation de la famille) sont les principales raisons de l'absence de recours à la justice.<sup>6</sup> ”**

<sup>5</sup> La Constitution, Edition 2011, Maroc: 2011.

<sup>6</sup> Association Akaliyat. *Study of the Needs of Sexual and Gender Diversity Population in Morocco, 2019/2020*, [drive.google.com/file/d/1zX90zsG9trDCNmuJ3PKtd84XocKsiJeP/view?fbclid=IwAR1RTIUw8tYJk2jhwzve76k93aHWXXIZ7FXFx0FZJLiEtos7X6QRQ2K2To4](https://drive.google.com/file/d/1zX90zsG9trDCNmuJ3PKtd84XocKsiJeP/view?fbclid=IwAR1RTIUw8tYJk2jhwzve76k93aHWXXIZ7FXFx0FZJLiEtos7X6QRQ2K2To4).

## 4. Covid 19 au Maroc



Le 2 mars 2020 a été annoncé le premier cas de Covid-19 sur le territoire marocain. Vers la mi-mars, et à mesure que l'épidémie de Covid-19 se propageait, le Maroc a mis en place de nombreuses politiques et restrictions pour limiter la propagation du virus. Le 20 mars 2020, alors que le Maroc enregistrerait sa 63e infection au Covid-19, le gouvernement annonça l'état d'urgence. En conséquence de quoi nombreuses mesures strictes ont été mises en place, telles que le confinement total, l'obligation d'obtenir l'autorisation d'un membre de chaque foyer pour pouvoir faire des achats de première nécessité et des restrictions strictes concernant les sorties à l'extérieur, la présence dans les espaces publics, toutes ces mesures nécessitant l'autorisation des autorités locales.

## 4.1 Être Homosexuel en temps du Covid19

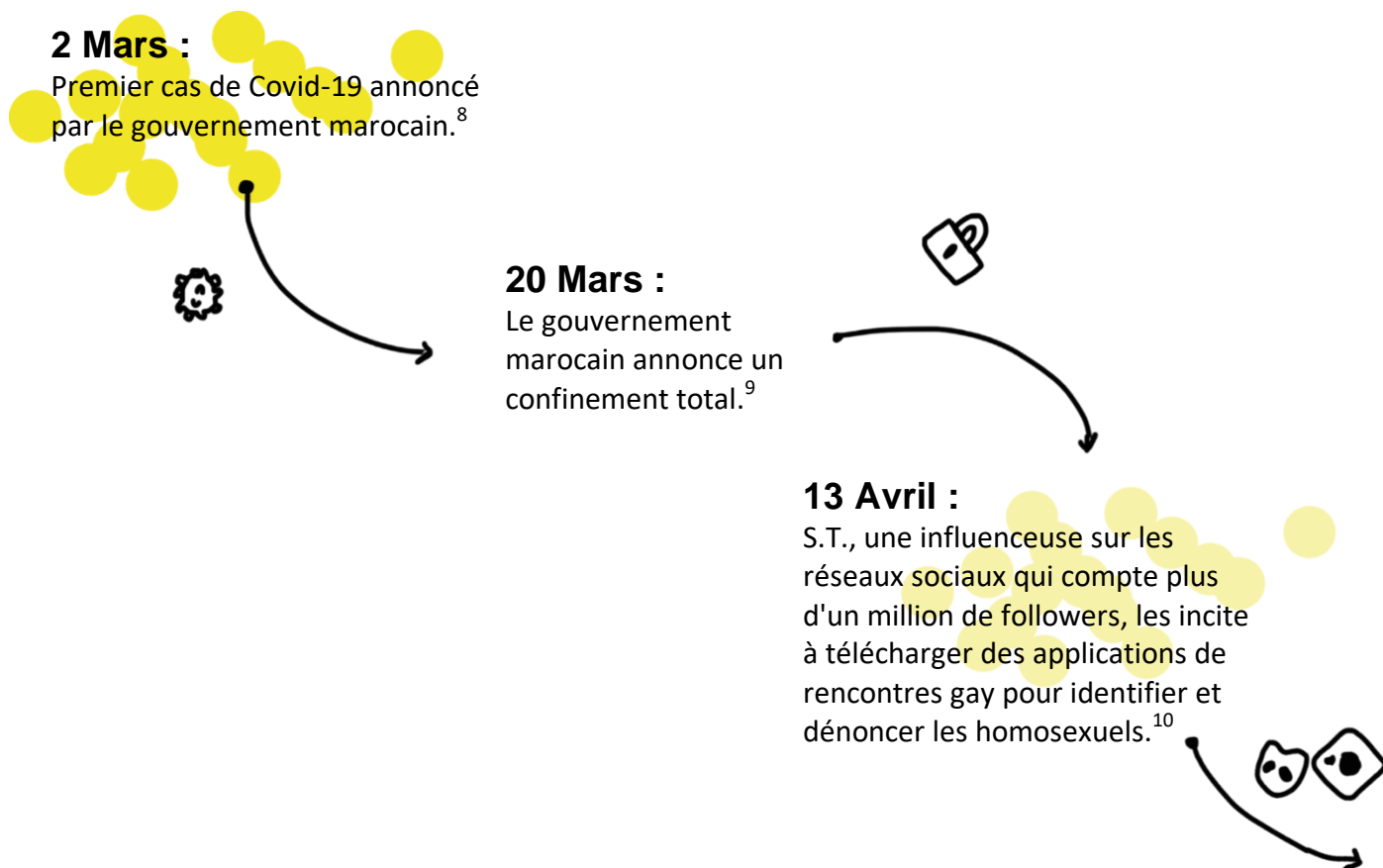
La pandémie de Covid-19 a été particulièrement rude pour la communauté queer marocaine. Elle aura notamment causé de graves problèmes financiers pour nombreux.les queers marocain.es qui ont perdu leurs emplois pendant cette période, alors qu'il est déjà difficile en temps normal pour ceux.elles-ci d'en trouver un compte tenu de l'homophobie latente et le manque de protection juridique. Des entretiens ont été menés avec des membres de la communauté LGBTQI+ au Maroc; une des personnes que nous avons interrogées a noté que les marocain.es queers qui travaillent dans l'industrie du divertissement, de la beauté ou du sexe ont été particulièrement touché.es par le confinement imposé par le gouvernement puisqu'ils/elles ont été contraint.es d'arrêter complètement leurs activités.<sup>7</sup> Une autre de nos personnes interrogées, A.M. d'Atyaf, a noté que cette période a notamment été éprouvante psychologiquement mais aussi physiquement pour marocain.es queers qui se sont retrouvé.es enfermé.es avec leur famille. Ceux.elles qui n'étaient pas ouvert.es sur leur identité avec leur famille ont dû la cacher, et ceux.elles qui avaient révélé cette dernière mais qui n'avait pas été acceptée par leur famille ont été soumis à une violence, une discrimination et à des abus considérables.

Cette situation a été aggravée par le fait qu'une douloureuse campagne d'outing était en cours pendant la pandémie, durant laquelle des personnes cis-het avaient téléchargé des applications de rencontres queer dans l'unique but d'obtenir l'identité des personnes queer à proximité mais aussi de leur demander des photos afin de les envoyer à autrui et les publier dans des groupes sur les réseaux sociaux (principalement Facebook). Conjointement, la police persécutait les victimes de la campagne d'outing à défaut de les aider. En outre, le fait que les déplacements interurbains étaient limités a gravement entravé la capacité des marocain.es queers à quitter les environnements abusifs dans lesquels ils/elles étaient contraints de vivre.

---

<sup>7</sup> Toutes les citations directes et indirectes de personnes interviewées proviennent d'interviews qui ont été conduites par des membres du collectif Nassawiyat en novembre et décembre 2020, en ligne et en présentiel. La plupart de ces interviews ont été faites en Darija Marocaine et en Anglais et ont été transcrites et traduites en Anglais, Français, Arabe et Amazigh pour les besoins du rapport.

Vous trouverez ci-dessous une chronologie des événements survenus au cours de la pandémie de Covid-19 au Maroc, ainsi que quelques exemples d'actes de violence commis à l'encontre de la communauté homosexuelle. Tous les crimes haineux n'ont pas été aussi médiatisés et discutés que ceux mentionnés ici; cette chronologie représente des exemples des types de violence dont les marocain.es queers ont été victimes et non une liste exhaustive. Il est également important de souligner que les personnes qui possèdent des identités multiples et qui sont marginalisées par l'État et par la société, comme les marocain.es Noir.es, les immigrant.es d'Afrique subsaharienne, les personnes pauvres et les personnes handicapées ont entre autres été victimes de violences et de discriminations qui se sont multipliées en raison de leurs identités marginalisées.



<sup>8</sup> “Coronavirus Au Maroc : Le Premier Cas Sous Observation à L'hôpital Moulay Youssef.” *EcoActu*, 2 Mar. 2020, [www.ecoactu.ma/coronavirus-au-maroc/](http://www.ecoactu.ma/coronavirus-au-maroc/)

<sup>9</sup> Akisra, Mohamed. “Coronavirus : Vendredi 20 Mars à 18h, Le Maroc Se Barricade.” *Le Matin*, 20 Mar. 2020, [lematin.ma/express/2020/coronavirus-vendredi-20-mars-18h-maroc-se-barricade/334004.html](http://lematin.ma/express/2020/coronavirus-vendredi-20-mars-18h-maroc-se-barricade/334004.html)

<sup>10</sup> Arab, The New. “Morocco's LGBT Community Lives in Fear after Gay Men Outed in Homophobic Online Campaign.” *Alaraby*, The New Arab, 27 May 2020, [english.alaraby.co.uk/english/society/2020/5/27/moroccos-lgbt-community-is-living-in-fear](http://english.alaraby.co.uk/english/society/2020/5/27/moroccos-lgbt-community-is-living-in-fear).

**16 avril:**

Réponse collective de la société civile LGBTQI+ à Instagram et Facebook pour réagir aux campagnes de outings et de discours de haine.<sup>11</sup>



**17 Avril :**

Instagram ferme le compte de S.T. qu'elle utilisait pour inciter à la haine contre la communauté gay.<sup>12</sup>



**6 Juillet:**

Lettre collective des groupes LGBTQI+ au chef du parquet marocain, Mohamed Abdel Nabawy.<sup>13</sup>

**Décembre 2020:**

L'influenceuse réseaux sociaux S.T. s'excuse publiquement sur ses médias sociaux pour le tort qu'elle a causé à la communauté LGBTQI.

<sup>11</sup> Nassawiyat, et al. *Collective Response*. 16 Apr. 2020, [www.instagram.com/p/B\\_Dt5YBITHZ/](https://www.instagram.com/p/B_Dt5YBITHZ/)

<sup>12</sup> en Hamad, Fatma. "Gay Moroccans Outed in the Midst of Coronavirus Lockdown." *The Observers - France 24*, The Observers - France 24, 11 May 2020, [observers.france24.com/en/20200511-gay-men-LGBTQ-morocco-outed-grindr-dating-sites-coronavirus-lockdown-homophobia](https://observers.france24.com/en/20200511-gay-men-LGBTQ-morocco-outed-grindr-dating-sites-coronavirus-lockdown-homophobia)

<sup>13</sup> Collective of Moroccan LGBTQI+ Organizations. *Collective Letter to the Moroccan Head of the Public Prosecution Office*. 6 July 2020, [www.instagram.com/p/CCTvEKzFaY9/](https://www.instagram.com/p/CCTvEKzFaY9/)

## 4.2 Cyberviolence

Une grande partie de la violence subie par la communauté marocaine homosexuelle pendant la pandémie de Covid-19 a été initiée par une campagne de outings lancée par S.T., une femme trans marocaine qui vit en Turquie. Le 13 avril 2020, S.T. commence à inviter son public de plus de 627 000 followers d'Instagram (principalement des femmes marocaines hétérosexuelles cisgenres) à télécharger des applications de rencontres queer comme Planet Romeo, Hornet et Grindr et à créer de faux profils où ils prétendraient être des hommes gays marocains. Elle déclare : "Si vous voulez connaître et dénoncer les homosexuels qui vous entourent, installez Planet Romeo, Grindr et Hornet et créez de faux profils pour savoir qui sont les homosexuels qui vous entourent".<sup>14</sup> Elle attaque également les organisations marocaines de lutte contre le sida et les homosexuels dans ses lives en disant "Pour moi, une organisation doit être responsable. Une organisation qui arrête la propagation de l'homosexualité au Maroc, au lieu de contribuer à la propagation de la queerness".<sup>15</sup>

Son appel a été largement diffusé et de nombreuses femmes cis-het marocaines ont par la suite créé de faux profils sur des applications de rencontres queer, ont pris des captures d'écran de profils de marocain.es queers qu'elles ont diffusés sur des pages Facebook. De cette façon, de nombreux queers marocain.es ont été démasqués.es sur ces pages odieuses, et leur orientation sexuelle ou identité de genre ont été découvertes par des voisins, des amis, des membres de la famille...

Tout au long de cette campagne, les organisations queer marocaines ont essayé de soutenir les victimes des campagnes de outings et y ont mis fin en étant en contact avec Facebook, Instagram, Planet Romeo, Hornet et Grindr. Nous donnerons plus de détails sur les efforts qui ont été déployés pour mettre fin à cette campagne et pour soutenir ses victimes dans la prochaine section de ce rapport. Grâce aux efforts considérables des organisations queer marocaines et au soutien de la communauté internationale, les comptes Instagram de S.T. ont finalement été suspendus, bien qu'elle ait continué à en créer de nouveaux. Planet Romeo a également réagi aux demandes des organisations queer et a suspendu la création de nouveaux comptes au Maroc pour tenter d'arrêter la croissance de cette campagne haineuse.

Les marocain.es queers ont été fortement touchés.es par cette campagne d'outings, d'autant plus qu'elle se déroulait dans un contexte de pandémie, de crise économique et d'état d'urgence. De nombreuses victimes de cette campagne ont souffert de différentes formes de chantage, ont été licenciées, menacées et même expulsées de leurs maisons, et au moins un marocain homosexuel s'est suicidé à la suite de cette sortie.<sup>16</sup> Voici l'histoire d'un jeune Marocain qui a été visé par cette campagne.

---

<sup>14</sup> @casabasas. "Tweet of S.T.'s Instagram Video 1." Twitter, Twitter, 16 Apr. 2020, [twitter.com/casabasas\\_/status/1250806564367335431](https://twitter.com/casabasas_/status/1250806564367335431).

<sup>15</sup> @casabasas. "Tweet of S.T.'s Instagram Video 2." Twitter, Twitter, 16 Apr. 2020, [twitter.com/casabasas\\_/status/1250806564367335431](https://twitter.com/casabasas_/status/1250806564367335431).

<sup>16</sup> Darwish, Riham. "Moroccan Trans Influencer Attacked Gay Men and Urged Her Followers to Identify and 'Expose' Them." Al Bawaba, [www.albawaba.com/node/moroccan-trans-influencer-attacked-gay-men-and-urged-her-followers-identify-and-expose-them](http://www.albawaba.com/node/moroccan-trans-influencer-attacked-gay-men-and-urged-her-followers-identify-and-expose-them).

### 4.3 Violence institutionnelle de la part des autorités

Le 6 avril 2020, A.N., un jeune artiste marocain innovant et engagé, était sur un Instagram en direct avec l'influenceuse marocaine S.T. où elle spéculait sur son orientation sexuelle, faisait des commentaires abusifs sur son style et son attitude, sur la présentation de son genre, et incitait ses followers à l'attaquer. Après ce direct, A.N. a été harcelé, a reçu une avalanche d'insultes ainsi que des menaces de mort et de viol, notamment de la part d'une page Facebook qui le traquait, publiant ses photos et des extraits du direct avec S.T. et diffamant son personnage.

Craignant pour sa sécurité et prêt à défendre ses droits, A.N. décide de porter plainte contre S.T. et l'administrateur de cette page Facebook au poste de police local de Sidi Kacem, une petite ville du Maroc. Là, il fut accueilli avec des regards méprisants et des commentaires hostiles concernant la présentation de son genre, ses cheveux afro, ses choix vestimentaires et avec un refus d'enregistrer sa plainte. Lorsque A.N. insista pour que sa plainte soit déposée, les policiers affirmèrent que son permis de circulation Covid-19 n'était pas rempli correctement et l'arrêtèrent, le gardant en détention pendant 2 jours au cours desquels ses droits ont été refusés à plusieurs reprises.



### 4.3 Violence institutionnelle de la part des autorités

Il expliquera en détail ce qui lui est arrivé lors d'un entretien que nous avons mené avec lui pour les besoins du présent rapport:

“ En 2020, j'ai participé à un chat en direct sur Instagram où j'ai quelque peu exprimé mon identité personnelle. Des extraits ont été enregistrés et partagés sur plusieurs pages Facebook dans ma ville natale, avec des commentaires haineux et des menaces de mort. J'ai donc envoyé des messages aux pages pour leur demander de les retirer et la plupart l'ont fait, mais un modérateur en particulier a refusé de retirer la vidéo en disant que je méritais d'être publiquement déshonoré pour ma queerness. Je suis donc allé porter plainte auprès de mon service de police local. Le policier a refusé de m'aider car, selon lui, il avait des choses plus importantes à faire et mon cas ne méritait pas de faire l'objet d'un rapport alors qu'il se moquait de moi, me maudissait et m'a même dit à un moment donné qu'il m'aurait brûlé si j'étais son fils. Lorsque j'ai proclamé que j'avais le droit de dénoncer la diffamation et les menaces de mort en vertu de la loi et que c'était mon droit civique, il a porté plainte contre moi pour "outrage au flic" / "manquement au respect". J'ai été placé en observation sans avoir le droit de passer un coup de fil, de me procurer un représentant légal ou de payer ma caution. Mon état de santé a été ignoré et on m'a refusé les médicaments qui me sauveraient la vie, à tel point que je suis tombé terriblement malade et que j'ai dû être transporté à l'hôpital. Ma mère n'a été appelée qu'après le couvre-feu imposé, ce qui signifie qu'elle ne pouvait rien faire pour m'aider avant le lendemain matin. Ma caution a été fixée à un montant exorbitant de 15 000 dhs. On m'a donné une date d'audience pour l'accusation et ma plainte initiale a été balayée sous le tapis.

”  
Le 6 octobre 2020, il a été déclaré coupable par un tribunal de première instance de Sidi Kacem de “manque de respect à un policier dans l'exercice de ses fonctions” et de “violation de l'état d'urgence sanitaire”<sup>17</sup> et condamné à une peine de quatre mois de prison avec sursis et à une amende de 1000 dirhams. Son cas montre à quel point la police est une source de violence et de discriminations supplémentaires pour les communautés homosexuelles au Maroc.

<sup>17</sup> Oulmakki, Zineb. “‘If You Were My Son, I Would Burn You’: Morocco's Outing Campaigns.” 24, 22 رصيف Oct. 2020, raseef22.net/article/1080138-if-you-were-my-son-i-would-burn-you-moroccos-outing-campaigns.

## 4.4 Violence sociale de la part des famille

*Nassawiyat* a également interviewé A.A., un.e jeune marocain.e qui a été l'une des cibles de la campagne de outings ayant subi de ce fait des violences émotionnelles et psychologiques de la part de sa famille et de sa communauté. Dans l'interview réalisée avec elleux, ils ont expliqué cela :

**“ J’ai été victime d’une campagne d’outings: ma photo, mon orientation sexuelle et mes informations personnelles ont circulé dans les réseaux sociaux. Tout le monde dans mon quartier a vu les messages et mon frère a fait de même. J’ai dû quitter ma maison parce que j’avais peur de la réaction de ma famille et de mon entourage. J’ai passé deux nuits à dormir dans la rue, à côté d’un gardien de voiture/agent de sécurité. Malgré la difficulté de la situation, j’ai reçu un énorme soutien de la part de la communauté queer et des activistes queer qui m’ont hébergé.e et m’ont apporté.e du soutien émotionnel. Finalement, j’ai contacté une personne proche de mon frère qui a réussi à le convaincre que les messages diffamatoires étaient faux, en lui disant que des personnes dans la même situation s’étaient suicidées au cours des derniers jours, ce après quoi il m’a appelé pour que je rentre à la maison. Je ne me suis senti.e en sécurité à aucun moment pendant tout ce temps. J’avais peur que quelqu’un me reconnaisse et qu’on m’agresse à nouveau, et les couvre-feux et restrictions de voyage m’ont rendu impossible de partir ou de me rendre à un endroit où je serai plus en sécurité. Je me sentais piégé.e physiquement et mentalement. Je crois que la raison pour laquelle j’ai pu m’en sortir est tout l’amour, le soutien et la gentillesse que j’ai pu recevoir de la part de la communauté queer.**

Le cas des A.A. montre comment la cyberviolence à l’époque de Covid-19 a été aggravée par la violence domestique et exacerbée par l’état d’urgence et le couvre-feu. Il montre également comment le soutien des militants et de la communauté plus large a été particulièrement crucial pendant cette période.

**“Aucune organisation et aucun changement gouvernemental n'est complet sans changement interne, nous devons éduquer les individus queer sur leurs droits et les charger de l'esprit de résistance et d'activisme.”**

*- Adil LeLoup Maman LIQUAAT*

## **4.5 Violence sociale provenant des médias**

Un autre exemple de la façon dont la communauté queer marocaine a été ciblée pendant la pandémie est l'histoire d'A.M., un.e marocain.e queer qui a signalé un cas d'agression sexuelle contre un journaliste et qui est par la suite devenu.e la cible de campagnes de diffamation.

En mai 2020, A.M. a rapporté une agression sexuelle qui remontait à 2018 dans les mains de Soulaïman Raïssouni, un journaliste de renom. Suite à ce reportage, A.M. a dû faire face à un énorme contrecoup : les médias ont partagé sa photo et son compte Facebook personnel, et son nom légal complet, son adresse et ses photos ont été partagés sur de nombreux réseaux sociaux.

Ce contrecoup est venu à la fois du grand public qui a diffusé des commentaires homophobes à son sujet, mais aussi des espaces activistes qui ont soutenu le journaliste accusé en raison de sa notoriété en tant que journaliste et en tant qu'activiste, malgré les déclarations d'A.M.. Ces réactions haineuses comprenaient des menaces de mort et des commentaires haineux, qui ont poussé A.M. dans une "détresse psychologique importante" et "ont affecté énormément sa santé mentale".

## 4.5 Violence sociale provenant des médias

Iels ont donné plus de détails sur le harcèlement qu'ils ont subi de la part des médias dans une interview que nous avons réalisée avec elleux :

“ Il n'y a pas longtemps, j'ai signalé une agression sexuelle. De nombreux médias ont partagé mes photos et mon compte Facebook personnel, certain.es militant.es des droits humains ont mis en doute la légitimité de mon agression et m'ont calomnié.e publiquement, car mon agresseur est un militant populaire. L'avocat de l'accusé a même publié que je n'étais pas autorisé.e à signaler une agression sexuelle, que c'était moi qui devrais être en prison et m'a traité.e de déviant.e parce que j'exprime ouvertement ma sexualité. Mon nom légal complet, mon adresse et mes photos ont été partagés et rendus publics sur de nombreuses plateformes, non seulement par des gens ordinaires mais aussi par des soi-disant activistes. La plupart de ces commentaires étaient des menaces de mort et des commentaires haineux. Ce qui m'a plongé.e dans une grande détresse psychologique et a considérablement affecté ma santé mentale. Le fait qu'il existe encore des lois qui criminalisent l'homosexualité et qui considèrent tout comportement non normatif comme "déviant" encourage la propagation de la haine et fait que les membres de la communauté n'ont nulle part où vers qui se tourner lorsqu'ils sont soumis.es à la violence. L'article 489 est une loi qui a été mise en place pendant la colonisation et qui est d'ailleurs toujours en vigueur, ce qui a créé une culture discriminatoire au Maroc. Cette culture s'est totalement imprégnée de la religion au fil du temps jusqu'à donner lieu à une culture violemment patriarcale. Ainsi, lorsqu'une personne se présente d'une manière non cishétéronormative, certaines personnes se sentiront légitimes à la maltraiter verbalement ou même physiquement.

”

## 4.5 Violence sociale provenant des médias

Ces trois cas sont des exemples de la manière dont la communauté queer marocaine a fait face à la violence pendant la pandémie de Covid-19. *Nassawiyat* reconnaît qu'il existe de nombreux autres cas dont elle n'a pas connaissance, en particulier pour les membres LGBTQI+ vivant dans les zones rurales et qui ne sont pas en contact direct avec nous. La vague de violence a été déclenchée par la campagne de S.T., aggravée par la pandémie et la marginalisation accrue de la police, et intensifiée par des commentaires haineux sur les réseaux sociaux. En outre, de nombreux.ses marocain.es queers ont dû rester enfermés.es dans leur famille pendant la pandémie, ce qui les a rendu.es vulnérables à la violence domestique et les a coupé.es des réseaux de soutien et de l'aide médicale. Les organisations queer marocaines ont essayé de soutenir la communauté queer pendant cette période difficile. Nous aurons dans la section suivante comment les groupes queer se sont organisés pour apporter leur soutien à la communauté.



## 5. Les efforts de la société civile

2020 a été une année éprouvante pour les communautés marginalisées en général et en particulier pour la communauté LGBTQI+. La pandémie a affecté la manière dont les groupes queers ont pu se mobiliser et s'organiser. La plupart des stratégies de plaidoyer de la société civile ont été modifiées en raison des mesures sanitaires qui ont été mises en place par le gouvernement à cause de la pandémie de Covid-19. De nombreux groupes de la société civile LGBTQI+ ont été en première ligne pour répondre non seulement aux cas d'individus queers qui ont été touchés par la pandémie Covid-19, mais aussi aux survivant.es de la violence des outings et des campagnes aux discours haineux.

Nassawiyat a interviewé 9 organisations et groupes LGBTQI+ différents pour évaluer et mettre en lumière les efforts qui ont été fournis en 2020 pour soutenir les communautés et les individus queers. Ces efforts comprennent à la fois des actions individuelles et des mouvements collectifs.



## 5.1 Plaidoyers par le biais de réponses collectives

La première réponse publique et officielle des groupes LGBTQI+, le 16 avril, lors de la campagne anti-LGBTQI+, a été une déclaration collective des groupes et organisations LGBTQI+ et d'autres organisations alliées pour demander à Instagram et à Facebook de répondre immédiatement aux campagnes anti-LGBTQI+. Tout d'abord, Facebook et Instagram ont considéré le cas de S.T. comme une question de liberté d'expression. Un jour plus tard, le 17 avril et grâce aux efforts continus de la société civile, Instagram a répondu à la déclaration collective en fermant le compte de S.T. qu'elle utilisait pour inciter à la haine contre la communauté LGBTQI+.

La société civile LGBTQI+ a immédiatement entamé des discussions avec Grindr (représenté par Grindr for Equality) pour discuter des manières de renforcer la sécurité des utilisateurs.trices de Grindr au Maroc pendant cette période, et des actions à mettre en place pour contrer cette campagne de outings. Simultanément, des discussions ont également eu lieu entre Nassawiyat et de nombreuses autres organisations LGBTQI+ des régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord avec des représentants de Facebook. Ces discussions se sont concentrées sur la norme communautaire de Facebook concernant le discours de haine sur la base de la SOGIESC.

Le 6 juillet, les groupes LGBTQI+ dont Akaliyat, Nassawiyat, Atyaf, SAQF, Dynamique Trans, KASbat Tal'Fin, Groupe d'Action Féministe, La Liqaat et le Shelter for Medical and Mental Healthcare ont envoyé une lettre collective officielle du groupe LGBTQI+ au Maroc au chef du ministère public marocain, Mohamed Abdel Nabawy, pour demander une réaction sur les campagnes d'outings et d'incitation à la haine contre des citoyen.nes marocain.es. Cette lettre visait également à souligner que ces actes sont incompatibles avec le contenu de la constitution marocaine, du code pénal et des conventions internationales sur les droits humains signées par le Maroc. L'article 2 et l'article 12 de la Déclaration universelle des droits humains<sup>18</sup> s'inscrivent dans le cadre de l'atteinte à l'ordre et à la sécurité publics, ainsi que de la menace à l'intégrité physique des citoyens, de l'incitation à la haine, de la discrimination et de la diffamation des personnes, qui sont des actes punis par le droit pénal marocain en vertu des articles 425, 429, 5-431, 1-447, 2-447<sup>19</sup>. Il n'y a pas eu de suivi de la part du ministère public, bien qu'il y ait eu une réponse concernant l'ouverture d'une enquête à cet égard.

Pendant la campagne d'outings, et après des discussions continues entre la société civile LGBTQI+ et Grindr et PlanetRomeo, les plateformes remarquèrent que le nombre de nouveaux profils créés pendant la durée des campagnes d'outings avait rapidement augmenté, ce qui s'expliquait par le fait que les utilisateurs.trices hétérosexuel.les créaient de nouveaux profils afin de connaître les utilisateurs queers de leur région. Planet Romeo a donc déclaré dans un e-mail à Nassawiyat, avoir pris la décision de refuser toute création de nouveaux profils pour éviter les attaques contre les utilisateurs de leur

<sup>18</sup> "Universal Declaration of Human Rights." *United Nations*, United Nations, 10 Dec. 1948, [www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/](http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/)

<sup>19</sup> Maroc, Direction de Législation. CODE PENAL Version Consolidée En Date Du 15 Septembre 2011, 2011. [www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/69975/69182/F1186528577/MAR-69975.pdf](http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/69975/69182/F1186528577/MAR-69975.pdf)

## 5.2 Réponses directes

Les campagnes anti-LGBTQI+ ont affecté financièrement et psychologiquement la communauté queer comme nous avons pu le souligner dans les sections précédentes. La société civile locale a fourni des conseils en ligne sur la santé mentale des personnes touchées par la campagne. Par exemple, *Atiyaf, Akaliyat et Kasbat, Tal'fin* ont chacun collaboré avec les psychologues de leur organisation pour fournir des sessions gratuites en ligne et une assistance psychologique aux survivants des outings et des campagnes de discours de haine. De même, *Nassawiyat* a collaboré avec Grindr for Equality (G4E) pour annoncer sur l'application Grindr un appel aux personnes touchées par la campagne pour qu'elles puissent bénéficier de séances de conseil en ligne gratuites avec des psychologues. Les organisations queer ont soutenu la communauté de plusieurs autres façons, celles-ci sont documentées ci-dessous

Lors d'une interview avec *Liqaat*, un représentant du groupe a déclaré :  
*"Nous avons organisé une structure familiale alternative, où des membres de la communauté ouvrent leurs portes aux personnes qui avaient besoin de se sentir en sécurité, de partager des repas, de vivre avec eux des moments agréables, tout cela grâce à la solidarité de la communauté. Comme les besoins dépassent largement les offres, nous avons lancé un appel aux dons, ce qui nous a permis d'accorder des subventions à quatre petits groupes pour couvrir leur loyer et une partie de leurs dépenses. Nous avons également fait appel à des allié.es qui nous ont permis.es d'accéder à un complexe où logeaient une dizaine de personnes".*



**“Il est temps de décoloniser et de nous réapproprier notre identité et notre histoire en tant que queers et trans marocain.es. Ils ont peut-être effacé une grande partie de notre histoire, mais le présent et l'avenir nous appartiennent.”**

*- Ayouba*

## **5.2 Réponses directes**

Nassawiyat a également interviewé Atyaf, un groupe qui de même a aidé la communauté financièrement. A.M., directeur exécutif d'Atyaf, a déclaré:

**“ Nous avons apporté une aide financière aux membres de la communauté qui avaient perdu leurs revenus avec l'aide de nos donateurs, étant donné qu'Atyaf est une organisation financée de manière indépendante. Nous avons été en mesure d'aider 18 personnes. Et avons également organisé des ateliers sur l'identité de genre et la sexualité en collaboration avec d'autres organisations internationales.**

En collaborant avec Outright International, Nassawiyat a pu fournir un abri, de la nourriture et des médicaments ainsi que d'autres besoins de première nécessité à 20 personnes LGBTQI+ différentes et à des travailleurs.es du sexe pendant deux mois. Ce soutien a atteint les personnes du Sud, du Nord et du Centre du Maroc qui ont été les plus touchées par la campagne de outings ainsi que les personnes qui ont été touchées par la pandémie de Covid-19.

A. K., un représentant de Fek Tayri a été interviewé par Nassawiyat pour parler d'une initiative qu'ils sont en train de développer, une coopérative pour la communauté gay et les femmes qui vise à travailler davantage sur l'autonomisation de la communauté et à fournir des services de santé mentale par le biais de séances avec des psychologues et de thérapies énergétiques.

*Nassawiyat a aussi interviewé I., fondateur.trice du Groupe D'Action Féministe, un groupe qui a pour objectif de donner à la communauté LGBTQI+ les moyens d'améliorer leur sécurité physique par la pratique de techniques d'autodéfense. Groupe D'Action Féministe a travaillé avec plusieurs membres qui étaient LGBTQI+ pour leur apporter les outils d'autodéfense qui leur permettront de se défendre dans les espaces publics.*

### 5.3 Campagnes et plaidoyers dans les médias

Au cours des trois premiers jours de la campagne anti-LGBTQI+, l'affaire n'a fait l'objet d'aucune couverture médiatique. Grâce aux efforts de la société civile LGBTQI+, plusieurs médias ont été mobilisés pour parler de l'affaire, en particulier les médias internationaux. Quant aux médias marocains, la plupart d'entre eux sont restés silencieux sur la question.

À la lumière des campagnes de outings et des discours de haine, de nombreux médias et personnalités des réseaux sociaux, dont S.T. qui a déclenché une chasse aux sorcières, ont perpétué des idées fausses et des stéréotypes nuisibles à propos de la communauté queer marocaine en utilisant un langage discriminatoire et péjoratif. En réponse à cela, les groupes LGBTQI+ marocains ont organisé diverses campagnes en ligne pour sensibiliser et mettre en évidence l'existence d'un langage féministe et queer-inclus. Ces campagnes visaient à combler le fossé entre le langage inclusif utilisé par la communauté queer et le langage péjoratif utilisé en général dans la société.

De même, *Akaliyat* a lancé différentes campagnes de réseaux sociaux sur la protection de la vie privée et des informations en ligne et sur la manière de déposer une plainte en cas d'outings et de diffamation. *Nassawiyat* quant à elle, a lancé une campagne en ligne "Wach 3rafti" pour mettre en lumière les termes de la Darija marocaine utilisés pour décrire les genres et les sexualités. Une autre campagne en ligne lancée par *Nassawiyat* a été la campagne "Moroccan Queers for Black Lives", dans laquelle *Nassawiyat* a fourni différents matériaux et ressources dans le but de combattre le racisme au Maroc.

*Nassawiyat* a également interviewé *Tanit*, une plateforme féministe et queer qui a été créée dans le but de faire de la documentation et de la recherche dans les domaines féministe et queer. *Tanit* travaille également à l'archivage de l'histoire de l'organisation queer et féministe. Cette dernière travaille sur son dernier projet: un podcast appelé "Daba Podcast" contenant une série d'épisodes couvrant différentes histoires de membres de la communauté LGBTQI+ qui vivent leur vie en dehors des comportements et des modes de vie hétéronormatifs. Le podcast *Daba Podcast* aborde différents sujets tels que la famille, l'amour queer, les outings et leurs impacts, entre autres. Pendant les campagnes de outings au Maroc, *Tanit* s'est engagée avec d'autres organisations pour aider au débat public à propos de la situation au Maroc.

### 5.3 Campagnes et plaidoyers dans les médias

Quant à *Kasbat tal fin*, une organisation de jeune féministes LGBTQI+ basée dans le sud du Maroc, elle a travaillé sur plusieurs projets au cours de l'année 2020. Interviewé par *Nassawiyat*, M.G., directrice exécutive de Kasbah, a déclaré :

“ Nous avons travaillé sur une campagne intitulée "You are not alone", qui soutenait les victimes de diffamation par des messages, corrigeait les idées fausses sur le genre et l'orientation sexuelle, et partageait des informations sur la protection de la sécurité des membres de la communauté LGBTQI+. Une autre campagne lancée par Kasbah Tal'fin est la campagne "Queer Morocco" qui parle de changer les mauvais récits à propos des jeunes queer/trans par une vision Marocaine du Sud. ”



**“Nous ne nous cacherons pas, pour déclarer notre force, notre fierté, notre rage et notre révolution. C’est la violence et la discrimination qui devraient disparaître, et notre révolution s’en assurera.”**

*Mala Badi*

### **5.3 Campagnes et plaidoyers dans les médias**

Le collectif SAQFE est l'un des groupes LGBTQI+ qui ont été en première ligne pour aider la communauté queer pendant les campagnes de outings et de discours de haine.

Un représentant de la SAQFE a déclaré :

**“ La campagne anti-queer a eu lieu en même temps que la période de quarantaine, de nombreuses personnes queers, et la campagne les a conduit à devenir des sans-abris, et a également permis la diffusion de la justice psychologique pour beaucoup de notre communauté queer, y compris nos membres. Le groupe SAGFE a investi toute son énergie et ses capacités dans les campagnes contre la queerphobie et la diffamation en apportant son soutien et son amour aux personnes queers à travers nos pages sur les réseaux sociaux et en usant nos pages pour apporter de l'écoute et de la communication. Nous avons également aidé les queers qui ont été touché.es par la campagne à trouver des abris. ”**

La société civile LGBTQI+ marocaine a plus que jamais connu des actions de solidarité après les nombreuses campagnes anti-LGBTQI+. En avril 2020, de nombreuses personnes LGBTQI+ et organisations LGBTQI+ au Maroc et dans la diaspora se sont organisées pour lancer le mouvement "Queer Revolution" à travers une déclaration collective de ces organisations et personnes. Suite à cette déclaration, une campagne massive LGBTQI+ de "Révolution Queer" a été lancée, appelant à la participation d'écrivains, d'artistes, de photographes, etc. pour exprimer leur art et leur existence sur ce que signifie pour eux d'être queer au Maroc. De plus, "Queer Revolution" a collaboré avec ALL OUT pour lancer une pétition qui demande l'abolition des articles du Code pénal qui criminalisent la communauté LGBTQI+ ; une réponse efficace à la violence et à la discrimination auxquelles la communauté queer est confrontée ; et la demande d'un accès plus facile aux soins et aux services de santé pour la communauté LGBTQI+ au Maroc. La pétition a été signée par 451 personnes différentes.<sup>20</sup>

<sup>20</sup> Campaign started by Mala Badi. “Time for the Trans-Queer Revolution in Morocco.” *All Out*, [action.allout.org/en/m/22223c3/](https://action.allout.org/en/m/22223c3/)

## 6. Conclusions et Recommandations

La communauté LGBTQI+ au Maroc a été et est toujours confrontée à de nombreux types de violence en raison de son identité, en particulier en 2020 avec l'apparition de la pandémie de Covid-19. La pandémie a touché différentes communautés et a rendu les communautés marginalisées encore plus vulnérables. Néanmoins, l'année 2020 a également apporté de nombreuses leçons, tant positives que négatives, notamment en ce qui concerne la solidarité au sein de la communauté LGBTQI+ et entre les membres de la société civile LGBTQI+. Il est important de souligner que les organisations LGBTQI+ ont désormais et plus que jamais besoin de solidarité.

Ce rapport se tient aux côtés et pour la communauté LGBTQI+ afin de mettre en lumière les vies et les défis de la communauté, mais aussi les rêves. Il constitue également un appel à l'action et à la solidarité. Il soutient les groupes et organisations LGBTQI+ qui construisent la voie vers un avenir meilleur pour tous, un avenir sans violence ni discrimination.

En ce qui concerne les médias, il est très important de maintenir les collaborations entre les groupes LGBTQI+ et la société civile afin d'assurer une meilleure représentation de la communauté LGBTQI+. Nous demandons également à la société civile de documenter l'histoire et les situations de la communauté LGBTQI+, et de suivre les cas de violence et de discrimination à l'encontre de cette communauté. Pour permettre la création et la sauvegarde d'archives que la société civile pourra utiliser pour défendre les marocain.es queers, tant au niveau local qu'international.

En outre, nous continuons à plaider pour la dépénalisation des identités queers et pour l'abandon des lois discriminatoires qui ont été appliquées depuis la période coloniale. Les individus et les militant.es queers doivent avoir accès aux ressources qui leur permettront de s'épanouir et de conserver leur résilience dans les sphères publiques et privées.

Il convient également de mentionner que nous manquons toujours de services directs pour la communauté LGBTQI+ en matière de santé mentale et physique, ainsi que de ressources pour la sécurité numérique, en particulier pour les survivants des discours de haine et de la violence, ni pour sensibiliser à cette violence. En tant que tel, beaucoup de travail est nécessaire afin d'étendre nos efforts au profit de la communauté queer, de ses membres et de la société dans son ensemble.

## 7. Œuvres citées

Akisra, Mohamed. "Coronavirus : Vendredi 20 Mars à 18h, Le Maroc Se Barricade." *Le Matin*, 20 Mar. 2020, [lematin.ma/express/2020/coronavirus-vendredi-20-mars-18h-maroc-se-barricade/334004.html](http://lematin.ma/express/2020/coronavirus-vendredi-20-mars-18h-maroc-se-barricade/334004.html).

Association Akaliyat. *Study of the Needs of Sexual and Gender Diversity Population in Morocco, 2019/2020*, [drive.google.com/file/d/1zX90zsG9trDCNmuJ3PKtd84XocKsiEP/view?fbclid=IwAR1RTIUw8tYJk2jhwzve76k93aH WXXIz7FXfX0FZJLiEtos7X6QRQ2K2To4](https://drive.google.com/file/d/1zX90zsG9trDCNmuJ3PKtd84XocKsiEP/view?fbclid=IwAR1RTIUw8tYJk2jhwzve76k93aH WXXIz7FXfX0FZJLiEtos7X6QRQ2K2To4).

Ben Hamad, Fatma. "Gay Moroccans Outed in the Midst of Coronavirus Lockdown." *The Observers - France 24*, The Observers - France 24, 11 May 2020, [observers.france24.com/en/20200511-gay-men-LGBTQ-morocco-outed-grindr-dating-sites-coronavirus-lockdown-homophobia](http://observers.france24.com/en/20200511-gay-men-LGBTQ-morocco-outed-grindr-dating-sites-coronavirus-lockdown-homophobia).

Campaign started by Mala Badi. "Time for the Trans-Queer Revolution in Morocco." *All Out*, [action.allout.org/en/m/22223c3/](http://action.allout.org/en/m/22223c3/).

@casabasas. "Tweet of S.T.'s Instagram Video 1." Twitter, Twitter, 16 Apr. 2020, [twitter.com/casabasas\\_/status/1250806564367335431](https://twitter.com/casabasas_/status/1250806564367335431).

@casabasas. "Tweet of S.T.'s Instagram Video 2." Twitter, Twitter, 16 Apr. 2020, [twitter.com/casabasas\\_/status/1250806564367335431](https://twitter.com/casabasas_/status/1250806564367335431).

Collective of Moroccan LGBTQ+ Organizations. *Collective Letter to the Moroccan Head of the Public Prosecution Office*. 6 July 2020, [www.instagram.com/p/CCTvEKzFaY9/](https://www.instagram.com/p/CCTvEKzFaY9/).

"Coronavirus Au Maroc : Le Premier Cas Sous Observation à L'hôpital Moulay Youssef." *EcoActu*, 2 Mar. 2020, [www.ecoactu.ma/coronavirus-au-maroc/](http://www.ecoactu.ma/coronavirus-au-maroc/).

Darwish, Riham. "Moroccan Trans Influencer Attacked Gay Men and Urged Her Followers to Identify and 'Expose' Them." Al Bawaba, [www.albawaba.com/node/moroccan-trans-influencer-attacked-gay-men-and-urged-her-followers-identify-and-expose-them](http://www.albawaba.com/node/moroccan-trans-influencer-attacked-gay-men-and-urged-her-followers-identify-and-expose-them).

Maroc, Direction de Législation. CODE PENAL Version Consolidée En Date Du 15 Septembre 2011, 2011. [www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/69975/69182/F1186528577/MAR-69975.pdf](http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/69975/69182/F1186528577/MAR-69975.pdf).

Nassawiyat, et al. *Collective Response*. 16 Apr. 2020, [www.instagram.com/p/B\\_Dt5YBITHZ/](https://www.instagram.com/p/B_Dt5YBITHZ/).

Oulmakki, Zineb. "'If You Were My Son, I Would Burn You': Morocco's Outing Campaigns." 24, 22 رصيف Oct. 2020, [raseef22.net/article/1080138-if-you-were-my-son-i-would-burn-you-moroccos-outing-campaigns](http://raseef22.net/article/1080138-if-you-were-my-son-i-would-burn-you-moroccos-outing-campaigns)

Royaume du Maroc. La Constitution, Edition 2011, 2011.

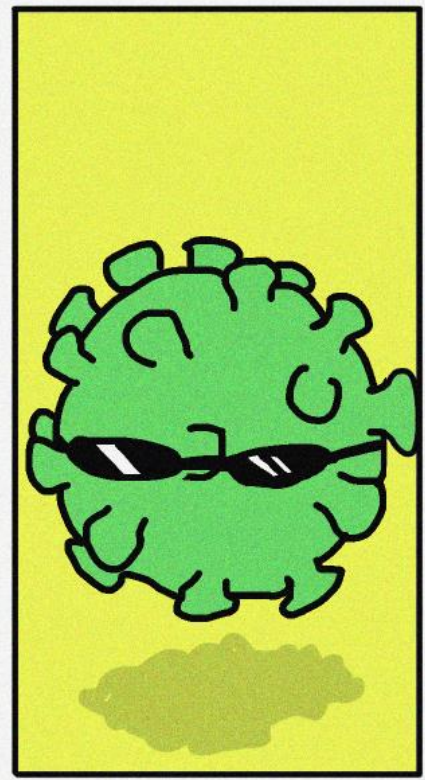
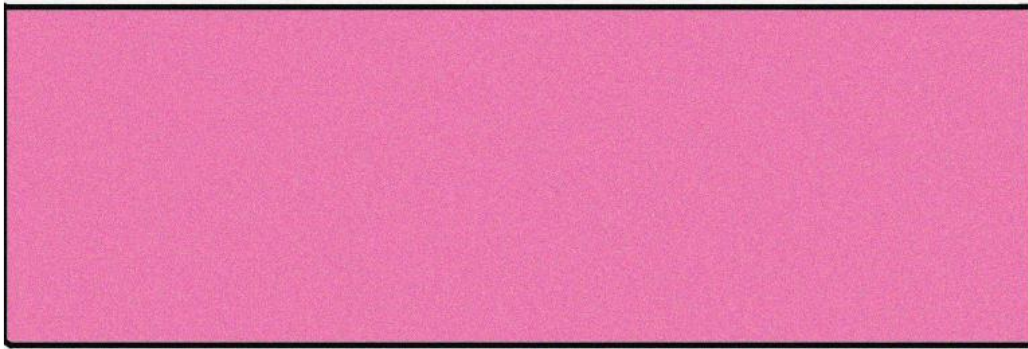
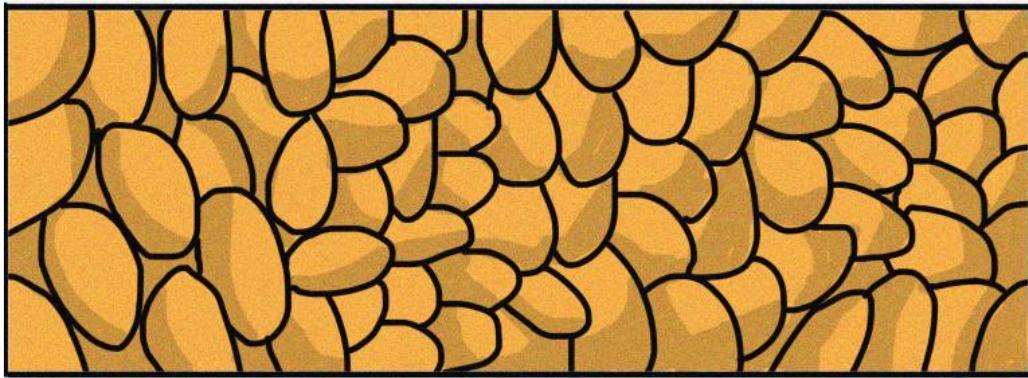
The Danish Immigration Service. Ministry of Immigration and Integration, 2019, Morocco Situation of LGBT Persons Version 2.

The New Arab. "Morocco's LGBT Community Lives in Fear after Gay Men Outed in

Homophobic Online Campaign." *Alaraby*, The New Arab, 27 May 2020, [english.alaraby.co.uk/english/society/2020/5/27/moroccos-lgbt-community-is-living-in-fear](http://english.alaraby.co.uk/english/society/2020/5/27/moroccos-lgbt-community-is-living-in-fear).

"Universal Declaration of Human Rights." *United Nations*, United Nations, 10 Dec. 1948, [www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/](http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/).

Younes, Rasha. "'Where Is the Justice' for Moroccan Transgender Women?" Human Rights Watch, 28 Oct. 2020, [www.hrw.org/news/2020/07/22/where-justice-moroccan-transgender-women](http://www.hrw.org/news/2020/07/22/where-justice-moroccan-transgender-women)



**Nassawiyat - 2020**

*Art & Design par Fagouta*